

# Les cendres de Superphénix

Après sa meilleure année de fonctionnement, Superphénix avait été définitivement arrêté en 1996, pour raison d'accord électoral avec les verts et de démêlés juridiques, notamment avec le canton de Genève dans lesquels ces mêmes verts s'étaient déjà impliqués.

Cette technologie aurait-elle alors été revendue à la Russie, ainsi qu'une partie des stocks de sodium, comme le prétendent certaines sources ?

En tout état de cause, le russe Rosatom vient de se voir décerner le « Power Award 2016 » de la meilleure centrale nucléaire du monde pour son BN 800 dont l'exploitation commerciale vient de démarrer ce 1 novembre 2016.

Ce surgénérateur fait ainsi renaître de ses cendres la technologie de 4<sup>e</sup> génération, à neutrons rapides avec refroidissement au sodium, abandonnée il y a tout juste 20 ans par la France avec la fermeture de Superphénix. Ce qui laisse entrevoir des milliers d'années de combustible disponible et une grande avancée dans le traitement des déchets.

Ce prix, décerné par la presse américaine à Rosatom, concrétise la « percée spectaculaire » de la Russie depuis 2005, qui en a fait le leader mondial de l'énergie nucléaire.

La Russie dispose en même temps d'un sous-sol regorgeant de pétrole, dont la production vient de dépasser celle de l'Arabie Saoudite . Elle est également le 2<sup>e</sup> producteur mondial de gaz, tandis que l'Europe, fortement dépendante de celle ci, reste à la merci de tensions diplomatiques, de façon d'autant plus inquiétantes que la Russie dispose d'une alternative à l'est.

En France, le Commissariat à l'énergie atomique planche sur la conception de l'équivalent du BN 800 russe, le réacteur expérimental ASTRID (Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration) qui pourrait voir le jour au plus tôt en 2025, soit après 30 ans d'interruption de la filière.

Le dur réveil de la France sur ses lauriers fanés

Pour avoir considéré que son parc nucléaire représentait une rente à vie et ne nécessitait qu'un minimum d'entretien et une absence totale de renouvellement, la France se trouve aujourd'hui confrontée à l'obligation de remettre en conformité plusieurs réacteurs.

Et semble brutalement prendre conscience du fait que ses 11 000MW éolien ne fournissent de l'électricité qu'au gré du vent et non des besoins de la consommation.

Risquant ainsi de comprendre, à ses dépens, qu'en cas d'absence de ce vent, c'est de la TOTALITE de la puissance PILOTABLE actuellement installée que le pays a besoin.

En effet, une rupture d'approvisionnement, en cas de période de grand froid anticyclonique (par définition, sans vent), aurait des répercussions dramatiques.

Mais du moins mettrait-elle en évidence le peu de sens de la notion de compétitivité dégagée de la comparaison d'un MWh aléatoire avec un MWh pilotable.

Les services rendus par chacun d'eux étant sans commune mesure.

Le retour à la réalité

Selon un rapport confidentiel, consulté par The Guardian, la Commission européenne entendrait revenir sur les avantages concédés aux énergies renouvelables, afin de permettre plus de flexibilité de production et plus de compétitivité.

Si les Russes ont du pétrole, ils semblent avoir également de la suite dans les idées et sont restés peu sensibles au miroir aux alouettes éolien, si on en croit leurs seuls 17MW éoliens installés depuis 2007, indiqués sur le site Windpower.

Notre retard en matière énergétique n'est assurément pas celui qu'on croit.